Eléctions 2012 : Coordination Sud formule 5 propositions pour un quinquennat de développement durable et solidaire

Source : Coordination SUD - Solidarité, urgence, développement

mercredi 18 avril 2012

Les ONG membres de Coordination SUD font quotidiennement le constat d'inégalités croissantes et de la mise en danger des écosystèmes partout sur la planète. Dans un monde toujours plus interdépendant, la réduction des inégalités relève de l'urgence. Elle implique un changement de paradigme dans la vision du modèle de développement dominant et des politiques de coopération ambitieuses ayant pour socle le respect et la promotion des droits humains.

Ce n'est pas en se repliant sur eux-mêmes et sur l'ajustement structurel que les pays développés comme la France sortiront de la crise qui accable leurs populations. À l'occasion des élections présidentielle et législatives de 2012, les ONG membres de Coordination SUD attendent des partis politiques et des candidats qu'ils prennent des engagements forts de solidarité internationale.

Alimenté par le moins-disant social et la surexploitation des ressources naturelles, le modèle dominant de la mondialisation, fondé sur une croissance sans limite et la surconsommation, a déclenché une crise d'ampleur mondiale, tant sur les plans économique et financier, que social et environnemental. Pour s'étendre, il s'est trop souvent accommodé de régimes peu démocratiques. Des inégalités croissantes entre pays mais aussi entre citoyens d'un même pays entraînent le non-respect d'un ensemble de droits humains.

Ces crises remettent en cause les modèles de développement qui ont prévalu dans nos pays. Il n'est pas possible de laisser perdurer ce système et ses dérives spéculatives, qui mettent à mal tous nos efforts de lutte contre la pauvreté et les inégalités, fragilisent les acquis sociaux et démocratiques. Aujourd'hui, nous constatons les ravages des logiques financières spéculatives qui n'en finissent pas de faire payer aux plus pauvres la recherche de profit à court terme.

Une politique de coopération au développement responsable et participative offre la possibilité de partager réflexions, expériences et pratiques, pour bâtir de nouvelles solidarités et aboutir ainsi à des décisions plus proches des attentes des populations.

La solidarité internationale change actuellement de visage pour aller vers un partenariat englobant une diversité d'acteurs, pays du Sud et du Nord, pays émergents, organisations de la société civile et citoyens. Les interdépendances croissantes générées par la mondialisation requièrent un partenariat renforcé avec l'ensemble des pays pour contribuer aux équilibres mondiaux.

C'est pourquoi nous attendons des partis politiques et candidat-e-s des engagements forts et réels en faveur d'un développement durable et solidaire.

Ces engagements devraient en particulier porter sur :
- l'affirmation des droits humains comme socle de politiques de coopération ambitieuses ;
- l'adoption d'une loi de programmation pluriannuelle pour la coopération au développement ;
- la mobilisation des instruments de l'aide publique au développement en cohérence avec les objectifs affichés de solidarité ;
- la mise en oeuvre, sans délai, d'une taxe sur les transactions financières à la hauteur des besoins de financement du développement ;
- l'accroissement de l'appui public aux initiatives des ONG et à leur partenariat avec la société civile internationale.

Les ONG françaises de solidarité internationale regroupées au sein de Coordination SUD proposent aux partis politiques un dialogue autour de la politique publique de coopération. À partir de *cinq principes* qui leur semblent essentiels, elles leur proposent d'adopter *cinq marqueurs* pour mesurer leur niveau d'engagement à l'issue du dialogue.

Retrouvez toutes les infos et le dossier complet sur les cinq propositions, sur le site de Coordination Sud

---

Copyright © Site de l'Association Adéquations - http://www.adequations.org/spip.php?article1812